

du centre-sud de l'Ontario. Cette prospérité est en majeure partie fondée sur ce qui correspond en somme à un libre-échange dans le domaine de l'automobile. Mon collègue le ministre des Finances (M. Wilson), parlera plus précisément de l'Accord sur l'automobile un peu plus tard durant le débat. Permettez-moi simplement de rappeler aux députés que cet accord a soulevé une vive controverse lorsqu'il a été négocié il y a plus de 20 ans. Le chef du NDP n'a jamais cessé de réclamer qu'on le renégocie. Au lieu de cela, il constitue un succès retentissant et crée des milliers d'emplois en Ontario. Les députés d'autres régions du pays considèrent avec envie cette prospérité fondée sur les échanges commerciaux en Ontario. Cependant, nous nous demandons principalement pourquoi nos travailleurs et nos industries ne pourraient pas avoir la même chance. Si le libre-échange est avantageux en Ontario, pourquoi ne le serait-il pas pour la région de l'Atlantique, pour le Québec, pour les Prairies et pour la Colombie-Britannique? Y a-t-il une meilleure façon de remédier aux disparités régionales que de donner aux autres régions la possibilité d'être compétitives sur le marché américain et de pouvoir lutter à armes égales?

Notre gouvernement a précisé l'objectif qu'il vise dans ces négociations avec les Etats-Unis et il en a donné les raisons, soit d'assurer un avenir économique sûr à la génération actuelle et aux générations à venir. Nous croyons fermement que le libre-échange est la meilleure façon d'y parvenir. Nous avons un projet et nous sommes sur la bonne voie, mais à quoi avons-nous droit de la part de nos vis-à-vis? Les libéraux nous présentent une motion complexe pleine de "peut-être", de "si" et de "mais". Il n'y a rien de positif dans cet amendement libéral long et embrouillé. On ne précise pas qu'il y a d'autres choses qui sont tout aussi importantes pour nous. Les libéraux laissent entendre que s'ils n'obtiennent pas toutes les choses énumérées dans cette longue liste, ils ne seront peut-être pas prêts à se lancer dans ces négociations. Selon moi, c'est tout à fait inadmissible pour les Canadiens.

Pour sa part, le NDP a présenté lors de son congrès du dernier week-end une motion longue et complexe qui rejette le libre-échange. On y précise que si les néo-démocrates formaient le gouvernement, ils se retireraient des négociations commerciales globales que ont lieu à l'heure actuelle avec les Etats-Unis et suivraient une toute autre stratégie. C'est un méli-mélo où il est question de libre-échange sectoriel. L'histoire a prouvé que le libre-échange sectoriel n'est avantageux pour aucun des deux pays.